

REPUBLIQUE FRANCAISE
Département de l'Eure

Délibération du conseil communautaire de la communauté de communes Lieuvin Pays d'Auge

Séance du 03/12/2024

Date de convocation : 19/11/2024

Effectif légal du conseil de communauté : 69

Nombre de délégués en exercice : 69

Le 3 décembre 2024 à 17 heures 00 minutes, s'est réuni à Lieurey, le conseil communautaire de la communauté de communes Lieuvin Pays d'Auge légalement convoqué, sous la présidence d'Hervé MORIN.

Etaient présents : E. VIQUESNEL – P. BUCAILLE – JL. HIE - B. LETELLIER, suppléant de F. JOURDAN
G. LARCHER – JC. TOUTAIN - P. CAUCHE – S. HUNOST – R. LAFFAY - V. LEBOCEY – MP. LEBLANC
C. VILLEY – M. CARON – R. LEGAY – H. MORIN – JN. JOUBERT - C. MESNIERES – P. LEGROS – P.
MARMION – D. TREFOUEL - T. PARREY - JP. FAUVILLE – M. MORDANT – C. LABBE, suppléant d'A.
VALENTIN – G. SEBIRE – JP. ELOU – C. VERKINDER- M. PARIS TOUQUET – P. TOUZE – F.
DELABRIERE – M. DESCHAMPS - P. LEROUX – G. LAINEY - JC. TESTU – F. LESIMPLE – Gauthier
DELAVAZE, suppléant de B. LAUNAY – D. BLONDEL, suppléant de D. DELABRIERE - J. ENOS – AL.
DENIS, suppléante de M. LAUNAY – L. VERMEULEN – F. CHARTIER - J. DUCLOS – JC. BEAUCHE –
JC. QUESNOT – E. LEROUX - S. DUVAL – J. HAMELET - J. DORLEANS - C. THILLAYE – AM. ROELENS
J. LESAULNIER – JF. DRUMARE – R. PEUFFIER – JP. CAPON – M. BREQUIGNY – MF. LARROQUELLE
V. CAREL – MA. RABEL.

Absents excusés ayant donné pouvoir :

C. JOUAS ayant donné pouvoir à M. BREQUIGNY
G. PARIS ayant donné pouvoir à M. PARIS TOUQUET
J. VAREA NAVARRO ayant donné pouvoir à MF. LARROQUELLE

Absents excusés : - F. JOURDAN – K. TILMANT – N. THURET - J. DUVAL – A. VALENTIN – I. SIMON
B. LAUNAY – D. DELABRIERE - M. LAUNAY – J. GARANCHER – C. LEFEBVRE – C. FAMERY - H.
RICHARD LECUYER

Délibération n° 2024/321

AFFAIRES GENERALES

Définition de l'intérêt communautaire des compétences de la communauté de communes

COMPETENCE OBLIGATOIRE « DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE »

L'intérêt communautaire définit ci-après reprend l'intérêt communautaire de la délibération N° 2018/185 du 3 décembre 2018. La modification des statuts n'ayant pas d'incidence sur cette compétence, l'intérêt communautaire adopté lors du conseil communautaire du 3 décembre 2018 n'est pas modifié.

« Politique Locale du Commerce et Soutien aux Activités Commerciales. »

Sont considérées d'intérêt communautaire :

- La mise en place de la politique d'aide à la rénovation des commerces.
- L'observation des évolutions de l'offre commerciale et de la demande.

Sont exclus de l'intérêt communautaire :

- La gestion des implantations commerciales.
- L'émission d'un avis sur les implantations commerciales.
- La réhabilitation des zones commerciales pour ré-enchanter le consommateur.
- Le soutien aux associations de commerçants.
- La gestion des implantations commerciales hors des centralités.
- Le soutien des opérations de réhabilitation des centralités.
- La coordination de la dynamique commerciale (manager, office du commerce).
- Le recyclage des friches et la remise sur le marché des locaux vacants.
- La gestion de la signalétique, le règlement de publicité, la charte d'enseignes.
- L'exercice du droit de préemption et la gestion de l'immobilier commercial.

COMPETENCE SUPPLEMENTAIRE « PROTECTION ET MISE EN VALEUR DE L'ENVIRONNEMENT »

L'intérêt communautaire ci-après remplace celui défini dans la délibération 2019/081 du 25 Mars 2019, la modification des statuts ayant une incidence sur cette compétence.

« Protection et mise en valeur de l'environnement, le cas échéant dans le cadre des schémas départementaux et soutien aux actions de maîtrise de l'énergie. »

Est considéré d'intérêt communautaire :

- Enfouissement du réseau aérien Orange.
- Tout plan de lutte et d'éradication du frelon asiatique.

COMPETENCE SUPPLEMENTAIRE « HABITAT »

Cette délibération définit l'intérêt communautaire de la politique du logement et cadre de vie.

Est considéré d'intérêt communautaire :

- Les opérations groupées d'amélioration de l'habitat (de type opération groupée patrimoine, opération programmée d'amélioration de l'habitat, programme d'intérêt général).

COMPETENCE SUPPLEMENTAIRE « VOIRIE »

L'intérêt communautaire définit ci-après reprend le contenu de la délibération N°2023/099 du 28 Juin 2023, l'intérêt communautaire adopté lors du conseil communautaire du 28 Juin 2023 n'est pas modifié.

« Création, aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire »

Sont considérés d'intérêt communautaire :

Nature de voirie

Les voiries communales classées dans le domaine public communal.

Les voiries des zones d'activité créées par la communauté de communes sont entièrement à sa charge.

Emprise de voirie

La bande de roulement de toutes les voies communales existantes et classées comme telles dans le domaine public des communes.

Les dépendances de la bande de roulement :

- *Les accotements, les fossés, caniveaux (ou ouvrages nécessaires à l'écoulement de l'eau), les ouvrages d'art existants.*
- *Les réseaux d'eaux pluviales existants sous la voirie d'intérêt communautaire et la création de nouveaux regards d'eaux pluviales sur les exutoires existants.*
- *La remise à niveau des regards des réseaux d'eaux pluviales existants sur les voiries.*

Les travaux d'amélioration de la sécurité de voirie

La signalisation horizontale réglementaire sur les voies communales hors agglomération (hors RD).

La signalisation verticale de police sur les voies communales hors agglomération (hors RD).

Le déneigement, le salage, le balayage, l'élagage et le fauchage.

Les points d'arrêts ou de croisement quand ces derniers sont dans l'emprise de la voie.

Sont exclus de l'intérêt communautaire :

Les voiries nationales et départementales en agglomération ou hors agglomération.

Les voies privées.

Les chemins ruraux.

Les parkings et places.

Les ronds-points et les travaux de voirie dans le cadre des travaux de réhabilitation de centre-bourg.

Certaines dépendances des voiries communales :

- *Clôtures et murets.*
- *Terrains privés.*
- *Mobilier urbain.*
- *Les créations de voies nouvelles, les créations de tous les réseaux, les plantations et leur entretien, le renforcement d'ouvrages d'art suite à une modification de trafic ou une modification de gabarit de chaussée, le ramassage des ordures et des déchets sur la voirie et ses dépendances (sauf raison de sécurité).*

Les travaux concernant certains ouvrages qui peuvent être implantés dans l'emprise des voies communales mais qui relèvent de régimes juridiques spécifiques. Sont ainsi visés les réseaux d'eau domestique et d'assainissement, les lignes électriques, les canalisations de gaz, les colonnes de toutes sortes et les supports publicitaires.

L'entretien des dépendances relatives à la circulation piétonne et les trottoirs.

L'implantation et l'entretien du jalonnement " hôtelier ou commercial ".

L'éclairage public y compris dans les centre-bourgs et les lotissements existants, l'entretien et la réalisation des parkings publics.

Les projets de réaménagement structurants des centre-bourgs, les réhabilitations lourdes des lotissements existants et les travaux liés à la création de nouveaux lotissements.

Toutes les plus-values liées à l'ornement, confort esthétique ou visuel – ex : enrobé rouge, pavés.

COMPETENCE SUPPLEMENTAIRE « EQUIPEMENTS CULTURELS ET SPORTIFS »

L'intérêt communautaire définit ci-après reprend le contenu de la délibération N°2017/196 du 10 Juillet 2017. La modification des statuts n'ayant pas d'incidence sur cette compétence, l'intérêt communautaire adopté lors du conseil communautaire du 10 Juillet 2017 n'est pas modifié.

« Construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire »

Sont considérés d'intérêt communautaire les équipements suivants :

- *Gymnase de Cormeilles, rue Paul Mare, 27260 CORMEILLES.*
- *Salle omnisports, rue Paul Mare, 27260 CORMEILLES.*
- *Piscine, 60 rue Brumeaux, 27450 SAINT-GEORGES-DU-VIEVRE.*
- *Salle multi-activités, route de Noards, 27450 SAINT-GEORGES-DU-VIEVRE.*
- *Gymnase, route de Pont Audemer, 27560 LIEUREY.*
- *Gymnase, route de Bernay, 27230 THIBERVILLE.*

Sont exclus de l'intérêt communautaire :

- *Les terrains de sports communaux : football, tennis, boulodrome, terrains multisports, skatepark, salle de gymnastique ou de danse.*
- *Toutes salles communales existantes ou à venir utilisées occasionnellement pour la pratique sportive.*

COMPETENCE SUPPLEMENTAIRE « ACTION SOCIALE »

L'intérêt communautaire ci-après remplace celui définit dans les délibérations 2017/197 « Vie Associative », 2017/213 « Enfance Jeunesse » et 2017/221 « Aide à Domicile » la modification des statuts ayant une incidence sur cette compétence.

Vie Associative

« Création, aménagement, entretien et gestion des maisons des associations d'intérêt communautaire »

Est considérée d'intérêt communautaire :

- *La maison des associations, rue du stade, 27560 Lieurey.*

Sont exclues de l'intérêt communautaire :

- *Les salles des fêtes communales.*
- *Les salles de réunion des mairies.*

- *Toutes salles communales existantes ou à venir utilisées occasionnellement ou non par des associations.*

Enfance Jeunesse – Orientation

1- Enfance Jeunesse

La communauté de communes assure les missions d'autorité organisatrice de l'accueil du jeune enfant définies à l'article L. 214-1-3 du code de l'action sociale :

- Recenser les besoins des enfants âgés de moins de trois ans et de leurs familles en matière de services aux familles mentionnés à l'article L 214-1 ainsi que les modes d'accueil mentionnés au 1° et 2° du I de l'article L.214-1-1 disponibles sur leur territoire.
- Informer et accompagner les familles ayant un ou plusieurs enfants âgés de moins de trois ans ainsi que les futurs parents.
- Planifier, au vu du recensement des besoins, le développement des modes d'accueil mentionnés au même I.
- Soutenir la qualité des modes d'accueil mentionnés audit I.

« Etude, création, aménagement, entretien et gestion des structures liées à la petite enfance d'intérêt communautaire »

« Etude, création, aménagement, entretien et gestion d'équipements d'accueil de loisirs et périscolaire, de culture, de jeunesse d'intérêt communautaire. »

Sont considérés d'intérêt communautaire :

Les structures collectives d'accueil qui bénéficient à l'ensemble des enfants et des jeunes du territoire de la CCLPA, c'est-à-dire :

- *Celles destinées à la petite enfance (relais petite enfance, micro-crèches, crèches, lieux d'accueil enfants parents, halte garderies).*
- *Celles destinées à l'accueil de loisirs incluant : les accueils périscolaires, les accueils extrascolaires, les accueils des mercredis récréatifs, l'accompagnement à la scolarité et les accueils jeunes).*
- *Celles qui sont conventionnées et qui apportent, dans le cadre de leurs actions, une contribution pédagogique au développement des activités d'éveil et d'apprentissage.*

Le soutien aux associations ou tous organismes porteurs de projets en direction des enfants et des jeunes et rayonnant sur l'ensemble du territoire de la CCLPA, c'est à dire : toutes associations porteuses de projets qui répondent aux besoins communautaires.

Autre disposition :

- *Mise en œuvre du Convention Territorial Globale ainsi que tout autre contrat de même nature qui s'y substituerait.*

Sont exclus de l'intérêt communautaire :

- *Les temps d'accueil ayant trait au temps scolaire (y compris la pause méridienne sur les jours d'école).*

2 - Orientation

Accompagnement à toutes les actions menées en matière d'orientation (informations sur les métiers et les formations, de la mixité et de l'égalité professionnelle en direction des jeunes et des familles, des apprentis et des étudiants.

Adhésion à la mission locale ouest de l'Eure.

Aide à Domicile

« Etude, création, aménagement, entretien et gestion de résidences d'accueil pour personnes âgées d'intérêt communautaire. »

Sont considérées d'intérêt communautaire :

- Les résidences d'accueil pour personnes âgées qui seront créées par la CCLPA sur son territoire.

Est exclue de l'intérêt communautaire :

- La Marpa de l'Aubertine – 27560 Lieurey dont l'aménagement, l'entretien et la gestion incombent à la mairie.

Gestion du service aide à domicile et auxiliaire de vie pour les personnes âgées et/ou dépendantes.

Cette délibération abroge la délibération N° 2018/185 du 3 décembre 2018, la délibération N° 2019/081 du 25 mars 2019, la délibération N° 2023/099 du 28 juin 2023, qui abrogeait la délibération N° 2017/120 du 4 avril 2017, la délibération N° 2017/196 du 10 juillet 2017, la délibération N° 2017/197 du 10 juillet 2017, la délibération N° 2017/213 du 10 juillet 2017, et la délibération N° 2017/221 du 10 juillet 2017.

Copie conforme au registre des délibérations dûment signé.

Le 1^{er} Vice-Président

